

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Racisme (France) > Musulmans, Arabes (racisme, France) > **Faire front face à la nouvelle offensive islamophobe - Mettre un coup (...)**

Faire front face à la nouvelle offensive islamophobe - Mettre un coup d'arrêt à la - déferlante en cours

lundi 28 octobre 2019, par [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 23 octobre 2019).



Crédit Photo : Photothèque Rouge/JMB.

Cela fait désormais plus de 15 ans qu'éclatent en France, à intervalles plus ou moins réguliers, des « polémiques » islamophobes, au cours desquelles on assiste à un déchaînement toujours plus violent de haine contre les musulmanEs. La dernière de ces « polémiques » a ceci de particulier qu'elle a été initiée par les plus hauts sommets de l'État, en l'occurrence la présidence de la République, avec le discours tenu par Macron lors de l'hommage rendu aux quatre policiers assassinés à la préfecture de Paris.

Ce jour-là, il avait ainsi affirmé la nécessité de « faire bloc » contre le « terrorisme islamiste » et, pour ce faire, de construire une « société de vigilance » dans laquelle chacunE est invité à repérer « les relâchements, les déviations, ces petits gestes qui signalent un éloignement avec les lois et les valeurs de la République ». En d'autres termes, une société de la suspicion contre les musulmanEs et de la délation généralisée, au nom, bien évidemment, de la « lutte contre le terrorisme », en surfant sur l'émotion suscitée par l'assassinat des quatre policiers.

« Un uniforme SS »

Ce faisant, Macron a donné à la fois un coup d'accélérateur et une légitimation supplémentaire aux discours et aux actes islamophobes, avec une caution d'État offerte aux amalgames visant à assimiler musulmanEs et terroristes. Message reçu cinq sur cinq par les islamophobes, à l'instar du conseiller régional RN Julien Audoul qui s'est senti autorisé à organiser l'humiliation publique d'une femme voilée accompagnant une sortie scolaire au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, en exigeant qu'elle retire son voile. Et d'expliquer sur Twitter : « Après l'assassinat de nos quatre policiers, nous ne pouvons pas tolérer cette provocation communautariste ».

À la radio, à la télévision, notamment sur les chaînes d'information en continu, c'est à un véritable déchaînement que l'on a assisté : « C'est pas un signe religieux qu'on veut interdire, c'est un signal politique. Comme on interdit un uniforme SS, tout simplement » (Olivier Galzi, « journaliste » sur LCI, qui a confirmé ses propos depuis) ; « Il m'est arrivé de prendre un bus ou un bateau où il y avait quelqu'un avec un voile, et je suis descendu » (Yves Thréard, éditorialiste au *Figaro*) ; « Le regroupement familial, tous les experts considèrent que c'était une erreur monstrueuse de Giscard

parce qu'elle a gelé les familles qui ont entretenu leur religion, leur mode de vie, leur façon d'être en France comme ils le faisaient dans leur pays » (Jean-Claude Dassier, éditorialiste sur CNews) ; etc.

« Le voile n'est pas souhaitable dans nos sociétés »

Du côté du gouvernement et de la majorité LREM, malgré quelques (rares) voix discordantes, on a défendu la ligne du chef, avec parfois un zèle tout particulier, comme du côté de Jean-Michel Blanquer (« Le voile n'est pas souhaitable dans nos sociétés [...] car il n'est pas conforme à nos valeurs ») ou d'Aurore Bergé (« Il est important que chacun se sente accueilli, quelles que soient ses convictions ou opinions et pour cela, il n'y a pas de raison de porter de signes religieux ostensibles qui distinguent plus qu'ils ne rassemblent »). Surenchère chez Les Républicains et à l'extrême droite, avec une proposition de loi d'Éric Ciotti visant à interdire aux mères voilées d'accompagner les sorties scolaires, tandis que Marine Le Pen demande l'interdiction du voile dans l'espace public, ainsi que de la kippa, preuve supplémentaire, s'il en fallait une, que l'islamophobie nourrit les autres racismes...

Avec leur discours sur les « signaux faibles », Macron, Castaner et compagnie ont en réalité légitimé les positions les plus radicalement islamophobes et les amalgames les plus délétères. Au vu de la liste des signaux faibles (voile, barbe, djellaba, nourriture halal, etc.), un trait d'égalité a en effet été tracé entre musulman pieux et individu « radicalisé » et, partant, entre musulman et personne « radicalisable ». Conclusion : d'après le président de la République et son ministre de l'Intérieur, il est désormais légitime, et même recommandé, de « signaler » unE musulmanE pratiquant, car il ou elle est unE terroriste potentiel.

Une riposte à construire

On notera en outre qu'une fois de plus les premierEs concernéEs ont été exclus de la discussion. Grâce à une enquête publiée par le service « Checknews » de *Libération*, on a ainsi appris que, en l'espace d'une semaine, 85 débats sur la question du voile avaient été organisés par les principales chaînes d'information en continu (LCI, CNews, Franceinfo et BFMTV). Au cours de ces débats, 286 invitéEs ont pris la parole. Parmi elles et eux, aucune femme voilée. Cette invisibilisation de la parole des femmes portant le voile ou le foulard est l'une des expressions de cette violence islamophobe qui tend à vouloir faire disparaître de l'espace public toutE musulmanE « visible », et qui nie en outre, au nom de valeurs « féministes », l'identité des femmes voilées et leur capacité à s'exprimer.

Un certain nombre d'entre elles ont heureusement pris la parole, et divers textes, articles, tribunes... ont été publiés, qui montrent que la nouvelle offensive islamophobe et les caps qui sont peu à peu franchis ne laissent pas indifférents. Nous ne pouvons que nous en réjouir, même si la riposte et la contre-offensive sont encore à construire, et qu'il va falloir dépasser un certain nombre de divisions, de querelles et de rivalités pour apporter une réponse politique à la hauteur, qui passera nécessairement par l'organisation de mobilisations de masse. À ce titre, les silences de certains secteurs de la gauche sociale et politique sont inquiétants. Il n'est pas encore trop tard pour réagir, mais nul doute que sans un soutien le plus large possible aux musulmanEs victimes de stigmatisation et de violences, et sans un appui et une implication forte des partis, syndicats collectifs et associations dans les mobilisations qui commencent à s'organiser, nous ne pourrions mettre un coup d'arrêt à la déferlante en cours.

Julien Salingue

P.-S.

- Créé le Mercredi 23 octobre 2019, mise à jour Mercredi 23 octobre 2019, 21:14 :
<https://npa2009.org/actualite/politique/faire-front-face-la-nouvelle-offensive-islamophobe>